

Sommaire
n° 8
Février 2004

Les Carnets du Temps

Revue du Centre d'enseignement supérieur aérien

**Centre de publication
du Centre d'enseignement
supérieur aérien**

1, place Joffre, 75007 PARIS

Directeur de la publication :
Col Michel De Lisi

Rédacteur en chef :
Lcl Pascal Bertrand

Rédacteur en chef adjoint :
Lt Muriel Berger

Comité rédacteur :
Lcl Pascal Bertrand
Lt Jean-Christophe Pitard-Bouet
Lt Christèle Chevalier
Asp Marie Bubenicek
Sgt Jérôme Periolat
Sgt Stéphane Lanzeray
M. Éric Denécé
M. Thomas Bertrand

**Informatique éditoriale
et fabrication :**

Adc Christian Noël
M. Philippe Bucher

Crédits photographiques :
Fonds documentaire
de la bibliothèque du CESA

Correspondance :

CESA - BP 43
00445 ARMÉES
Tél. : 01 44 42 80 64
Fax : 01 44 42 80 10
e.mail :
cpsesa@cesa.air.defense.gouv.fr

Photogravure et impression :

Atelier de photographie
et de reproduction
de l'armée de l'air
26, boulevard Victor
00450 ARMÉES

Direction :

Lt Frédéric Ciavaldini

Tirage 4 000 exemplaires

**TOUS DROITS DE
REPRODUCTION RÉSERVÉS**

Relations internationales

L'organisation de la coopération de Shanghai. 4

Géopolitique

Les pays Baltés 6

Économie

L'Europe des industriels de la défense 8

Institutions

Le comité international de la Croix-Rouge ... 10

Sciences et techniques

François Arago 12

Religion

Le judaïsme 14

Littérature

André Gide 16

Pensée politique

Le machiavélisme 18

Défense

La lutte contre le terrorisme islamique 20
(2^e partie)

Histoire

Clovis 22

Stratégie

Carl von Clausewitz 24

Au fil de la plume.....

..... 26



L'Organisation de la coopération de Shanghai

Fondée le 15 juin 2001, l'Organisation de la coopération de Shanghai (OCS) marque l'institutionnalisation du groupe de Shanghai, organisation informelle créée en avril 1996 par la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan dans le but de promouvoir la coopération entre les pays participants et de maintenir la paix, la sécurité et la stabilité en Asie centrale.

Dans un premier temps, ces cinq pays ont entrepris de résoudre leurs différends frontaliers. Puis, en raison de l'évolution de la situation dans la région (arrivée à Kaboul des taliban, augmentation de la production de drogue en Afghanistan, montée des mouvements islamistes en Asie centrale, séparatisme ouïghour) le groupe de Shanghai a décidé de porter ses efforts sur la lutte contre le radicalisme islamique, contre le terrorisme, contre le trafic de la drogue et contre le séparatisme. Toutefois, les États membres ne se sont pas uniquement limités à des questions de sécurité. Ils ont, en effet, abordé les problèmes économiques et commerciaux, la promotion de la culture et la défense de l'environnement.

Le sommet de Douchanbé en 2000 est un tournant pour le groupe de Shanghai. En effet, la déclaration finale adoptée par les participants a pris des accents anti-américains avec la critique des « *interventions humanitaires* » comme au Kosovo et la condamnation du projet américain de déploiement d'un système de défense antimissiles (TMD)⁽¹⁾ à Taïwan. Ces deux références indiquent clairement que la Chine jouit de la plus grande influence au sein du groupe car elle est le seul pays concerné par le déploiement d'un système de défense antimissiles à Taïwan. En outre, Pékin estime que le cadre de l'intervention occidentale au Kosovo pourrait servir à justifier une action militaire au Tibet.

Le poids de la Russie comme la mainmise chinoise se retrouvent d'une manière aussi évidente dans la déclaration finale adoptée à l'issue de la réunion de Shanghai en juin 2001. Celle-ci souligne la nécessité de maintenir le

traité ABM⁽²⁾ de 1972, considéré comme garant de la stabilité stratégique de la planète. La dénonciation de ce traité par Washington est vue depuis Pékin comme une manœuvre destinée à affaiblir la Chine, et la Russie qui ne possède pas un arsenal nucléaire capable de rivaliser avec celui des États-Unis⁽³⁾. En outre, l'opposition au déploiement du système TMD dans la zone Asie-Pacifique est également renouvelée.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont permis aux États-Unis de s'implanter en Asie centrale, région à laquelle s'intéresse Pékin en raison de ses richesses en hydrocarbures. Certaines déclarations d'officiels américains ne sont pas de nature à calmer les inquiétudes des dirigeants chinois. Lors d'une conférence de presse à Tachkent en décembre 2001, Colin Powell a évoqué les « *intérêts permanents* » des États-Unis dans la région. En outre, le président Bush, dans une lettre envoyée à son homologue ouzbek, a souligné la volonté de Washington de soutenir l'Ouzbékistan dans son désir de développer une politique étrangère « *indépendante* ».

Face à la menace américaine en Asie centrale, Russes et Chinois ont entrepris de renforcer l'Organisation de la coopération de Shanghai en la dotant d'institutions propres : adoption d'une charte, création d'une agence anti-terrorisme, nomination d'un secrétariat permanent siégeant à Pékin, instauration de sommets des chefs d'État, d'un Conseil des Premiers ministres, d'une conférence des ministres des Affaires étrangères, de réunions des responsables de divers départements, du conseil des coordinateurs, ainsi que des rencontres au sujet de la lutte anti-terroriste, adoption d'un budget. De plus, les obligations mutuelles auxquelles sont astreints les États membres ont été renforcées.

Une nouvelle étape a été franchie en août dernier avec la participation de tous les pays membres, à l'exception de l'Ouzbékistan, à un important exercice militaire au Kazakhstan et dans la province chinoise du Xinjiang.

1. TMD : *Theater Missile Defence*.
2. Le traité ABM (*AntiBallistic Missiles*) limite le nombre de systèmes de défense antimissiles russes et américains.
3. La Chine possède 20 missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), la Russie un nombre inconnu, les États-Unis 550, selon *l'Année stratégique 2002*. ●

Sergent Periolat



Les pays Baltes

« Nous sommes dans l'Europe, nous en partageons les valeurs, la civilisation, la culture, les religions, une certaine façon de réagir et de concevoir, le sentiment d'une histoire commune », déclarait à propos des liens de la Lituanie avec l'Europe, l'ambassadeur de ce pays en France.

Christianisés par les chevaliers Teutoniques et les chevaliers Porte-Glaive au XII^e siècle, les pays Baltes connurent de longues périodes d'occupation étrangère. L'Estonie fut occupée tour à tour par les Danois, les Suédois et les Polonais, et ballottée entre Allemands et Russes au moment de la seconde guerre mondiale. Occupée par l'Armée rouge en 1940, elle ne gagna son indépendance qu'en 1991 et établit sa Constitution en 1992.

Convoitée par les grands de Russie, de Pologne et de Suède, la Lettonie fut partagée entre la Pologne et la Suède au XVI^e siècle. Envahie comme l'Estonie en 1940 par l'Union soviétique, réoccupée par les Allemands en 1941, elle conquit son indépendance définitive en 1991.

La Lituanie connut à peu près le même destin : intégrée à la Pologne au XVI^e siècle comme la Lettonie (union polono-lituanienne), annexée par la Russie en 1795, elle connut l'invasion allemande au moment des conflits mondiaux et fut occupée par les Soviétiques en 1944. Elle déclara son indépendance en 1990.

Estonie, Lettonie, Lituanie... l'Europe balte

Tributaires d'un espace restreint (170 000 km²), au peuplement relativement faible (8 millions d'habitants), mais forts surtout d'une situation géographique stratégique, lieu de transit entre la Russie et l'Europe, le destin des pays Baltes dépendit longtemps des invasions : Russie et Allemagne y voyaient un bouclier frontalier de protection important.

Au rythme des conquêtes danoises, finnoises, suédoises, russes et polonaises, les pays Baltes constituent une zone d'influences multiculturelles. Ils furent surtout l'un des pôles majeurs de la Hanse, alliance commerciale des États riverains de la Baltique. Créé en 1992, le Conseil de la Baltique, qui réunit Allemagne, Danemark, Estonie, Finlande, Islande, Lettonie, Norvège, Pologne, Russie, Suède, perpétue cette tradition ancestrale.

Malgré les invasions successives, ils ont su conserver intacts leur culture et leur appétit d'indépendance ; adaptation et dynamisme sont les atouts de ces peuples qui parlent couramment plusieurs langues étrangères. La langue

française, par exemple, connu pendant un temps le privilège de figurer comme première langue : la Lituanie rassemble encore 12,5 % de francophones. L'Estonie parle une langue apparentée au finnois, c'est-à-dire non indo-européenne, la Lettonie et la Lituanie une langue indo-européenne aux caractères latins.

L'entrée dans l'Europe et l'héritage russe

En 2004, les pays Baltes entreront dans l'Europe. Approuvée à 67 % par référendum le 14 septembre 2003 par les Estoniens et les Lettons, cette accession souligne, entre autres, l'importance économique de plus en plus marquée de ce trio qui a enregistré dans les dix dernières années une croissance moyenne supérieure de 2 points à celle de l'Europe.

Pour ce qui les concerne spécifiquement, la polémique actuelle autour de l'établissement d'une nouvelle Constitution pour l'Europe à 25 tourne autour de leur capacité ou non à faire état de minorités de blocage lors du processus éventuel de prise de décision ; le sommet européen de Nice en 2000 leur donne cette capacité quand les débats actuels de révision de la Constitution la leur enlèvent.

Les pays Baltes rassemblent d'importantes minorités russes sur leurs territoires (30 % pour l'Estonie, 34 % pour la Lettonie et 9 % pour la Lituanie) : la question de l'intégration des Russes est donc un point capital. Pour la Lituanie, qui enregistre 9 % de Russes dont 98 % de naturalisés lituaniens, le problème est évidemment plus atténué, même si un mécontentement persiste chez la population russophone qui se sent lésée, quant à l'emploi, par exemple.

Marqués par les déportations massives et la russification forcée durant l'occupation par l'Union soviétique (35 000 Lettons déportés en Sibérie et 400 000 déportations pour la Lituanie), les Baltes ont gardé un sentiment de méfiance envers les Russes. Face à cette hostilité sous-jacente, les minorités russes s'organisent et se rassemblent, pour faire force. En 1995, l'Union des Russes de Lituanie est créée. Ses membres tiennent en effet à souligner les apports culturels, techniques et industriels que les Russes ont procurés au mode de vie lituanien.

D'ailleurs, comment ignorer les relations économiques, encore d'actualité, entre les pays Baltes et la Russie pour l'importation, notamment en Lettonie, de matières premières, et l'émergence sous l'occupation soviétique des industries de précision (électronique, chimie, pétrochimie, électricité thermique et nucléaire...)?

Leur entrée dans l'Europe n'est pas, par conséquent, sans créer quelques frictions entre pays Baltes et Russie pour ce qui est de leurs relations économiques futures, des minorités et de l'immigration russe clandestine vers des États qui, dorénavant, tiennent à se tourner résolument vers l'Ouest. ●

L'Europe des industriels de la défense

L'industrie de défense européenne vient de connaître, au cours de la décennie écoulée, une importante vague de concentration et de rationalisation. Pour renforcer la constitution de grands pôles industriels compétitifs dans tous les secteurs de la défense, et ainsi faire face à l'industrie de défense américaine, ce mouvement est appelé à se poursuivre et à s'amplifier dans les prochaines années. Cette consolidation s'est concrétisée par la naissance officielle d'EADS, troisième groupe mondial d'aéronautique et de défense, confortée par le lancement de l'Airbus gros porteur *A380* dans le domaine civil et de l'avion de transport militaire européen *A400M* dans le domaine de la défense. La transformation de Thomson-CSF qui, après avoir absorbé le Britannique Racal, devient Thales, répond à la même logique, ainsi que la simplification des structures d'Eurocopter, qui bénéficie du lancement du programme d'hélicoptère *NH90*.



PT2 © Deulin/NHIndustries

L'ampleur des regroupements américains a donné le ton. Téléguidés par le gouvernement fédéral qui est allé jusqu'à rembourser une grande partie du coût des principales opérations de fusion, ces regroupements ont donné naissance à quatre groupes qui, depuis 1999, se partagent les commandes d'équipements militaires du Department of Defense (DoD) : Boeing, Lockheed Martin, Northrop Grumman et Raytheon. Il était difficile dans ces circonstances pour les industriels européens de rester inactifs.

Ces restructurations n'étaient pas aisées, mais bon nombre de difficultés ont été dépassées et on voit le mouvement de concentration européen commencer à s'étendre au secteur des motoristes et des équipementiers. De même, les premiers signes d'une réorganisation européenne dans les secteurs traditionnels de

l'armement naval et de l'armement terrestre commencent à poindre, même si, pour ce dernier domaine, les prises de contrôle américaines, contournant l'ensemble « aéronautique-spatial-électronique » plus difficile à pénétrer, compliqueront les alliances. L'enjeu de ces évolutions n'est rien de moins que l'indépendance industrielle et stratégique de l'Europe en matière de défense dans laquelle les États de l'Union affirment vouloir s'engager.

Ces consolidations donnent évidemment des atouts industriels importants à l'Europe dans le domaine de la défense, mais elles ont fait naître également des problèmes nouveaux en ce qui concerne les rapports entre firmes productrices d'armements et États. Plus globalement, cette évolution pose de manière cruciale la question d'une construction politique de l'Europe de la défense.

Face à l'énorme effort de défense américain, les entreprises européennes ont deux possibilités : soit elles poursuivent leur restructuration en Europe



pour bénéficier d'économies d'échelle, soit elles tentent des alliances transatlantiques dans l'espoir de récolter une partie de la manne militaire américaine. Dans les faits, faute de volonté politique, les industriels européens seront de plus en plus

tentés de coopérer avec leurs concurrents américains, même si le partage technique leur est rarement favorable. De plus en plus d'Américains sont associés aux appels d'offres européens. Cela permet aux industriels d'espérer la réciprocité, bien que les Américains ne laissent guère d'illusions : « *La pratique ordinaire des affaires ne sera jamais le seul critère de coopération pour les entreprises de défense* ». Cette phrase lâchée par le président de Raytheon ne s'applique pas qu'au domaine de la défense. Dans l'atmosphère industrielle actuelle, les entreprises cherchent à protéger leur savoir-faire avec des brevets, et la propriété intellectuelle constitue une arme. ●

Sergent Lanzeray

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR)



« **N**' y aurait-il pas moyen, dès le temps de paix, de constituer des sociétés dont le but serait de faire donner des soins aux blessés en temps de guerre ? Ne serait-il pas à souhaiter qu'un Congrès formulât quelque principe international, conventionnel et sacré, qui servirait de base à ces sociétés ? » Ces deux phrases sonnent un peu comme ces interrogations naïves que formulent les bonnes âmes, et qui font sourire. Elles sont pourtant à l'origine d'un mouvement sans frontières, désormais universellement connu et reconnu : le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Le 24 juin 1859, Henry Dunant, financier suisse né à Genève et issu d'une famille calviniste très pieuse et pratiquant la charité, décide de se rendre à Solférino, petit village de Lombardie. Il veut y rencontrer l'empereur Napoléon III, afin de régler un litige lié à ses affaires professionnelles. C'est ainsi qu'il assiste à la fin de la bataille de Solférino, qui oppose les troupes françaises et l'armée prussienne.

De retour à Genève, il écrit *Un Souvenir de Solférino*. Il raconte, tout simplement, ce qu'il a vu : les quarante mille blessés râlant sur le champ de bataille, la soif, la douleur, l'agonie. Il raconte aussi la compassion : la sienne et celle des femmes de Solférino ou de Castiglione.

Cinq ans plus tard, les deux questions maîtresses de son livre (« *N'y aurait-il pas moyen... ? Ne serait-il pas à souhaiter... ?* ») ont fait leur chemin. Entre-temps, un comité de cinq personnes s'est constitué à Genève. Son but est d'examiner les moyens à mettre en œuvre pour protéger les blessés sur les champs de bataille.

En 1864, une conférence internationale, comprenant seize nations, dont la France, se réunit à Genève, décide de créer, dans chaque pays, des comités de secours et choisit un emblème : une croix rouge sur fond blanc. Ces seize nations donneront naissance au Comité international de secours aux blessés, qui deviendra plus tard le Comité international de la Croix-Rouge.

Sept principes fondamentaux constituent la base du mouvement. Ils fixent son orientation, son éthique, sa raison d'être et sa nature particulière. Ils garantissent la cohésion interne du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, dont le rayonnement est universel. Ces sept principes constituent idéalement et logiquement un tout cohérent. Dans leur globalité, ils sont la charte caractérisant le mouvement et constituent sa spécificité, voire son caractère réellement unique :

- **Humanité** : le mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, sous son aspect international, s'efforce de prévenir et d'alléger les souffrances des hommes, en toutes circonstances.
- **Impartialité** : il ne fait aucune distinction de nationalité, de race, de religion, de condition sociale et d'appartenance politique.
- **Neutralité** : en tout temps, et afin de garder la confiance de tous, le mouvement s'abstient de prendre part aux hostilités et aux controverses d'ordre politique, racial, religieux et idéologique.
- **Indépendance** : bien que soumises aux lois qui régissent leurs pays respectifs, et auxiliaires des pouvoirs publics dans leur activité humanitaire, les sociétés nationales doivent, malgré tout, conserver une autonomie qui leur permette d'agir selon les principes du Mouvement.
- **Volontariat** : le Mouvement reste un secours volontaire et désintéressé.
- **Unité** : un même pays ne peut accueillir qu'une seule société de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge. Celle-ci doit être ouverte à tous et étendre son action humanitaire sur l'ensemble du territoire de couverture.
- **Universalité** : toutes les sociétés du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ont des droits égaux et le devoir de s'entraider.

À Vienne, en 1965, les principes fondamentaux ont été proclamés par la XX^e conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Ce texte révisé est contenu dans les statuts du Mouvement. Il a été adopté par la XXV^e conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, en 1986.

L'organisation est présente dans 178 pays et regroupe 97 millions d'hommes et de femmes. C'est, à ce jour, la plus grande organisation humanitaire du monde. ●

Lieutenant-colonel Bertrand

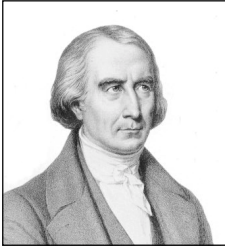
Bibliographie

Un Souvenir de Solférino, publication CICR, Genève, par Henry Dunant, 1990
Mémoires : Henry Dunant, 1990, éd. L'Âge d'homme



François Arago

De la mesure de la Terre à l'abolition de l'esclavage



François Arago est né à Estagel, dans les Pyrénées-Orientales en 1786. La commune, proche de la frontière, est menacée par les armées espagnoles dès 1792. Cela marque profondément Arago qui se bat dans les rues à l'âge de sept ans.

Arago intègre brillamment l'École polytechnique en 1803 et, en 1805, alors qu'il est toujours élève, on lui propose le poste de secrétaire à l'Observatoire de Paris. Il accepte et commence une carrière d'astronome. Il collabore avec Biot, professeur au collège de France et académicien, à la détermination de la réfraction des gaz, ce qui révèle ses très grandes qualités de physicien expérimental. En 1806, Arago propose à Biot de reprendre les travaux lancés par la Convention⁽¹⁾, qui avait décidé d'unifier les poids et mesures en se basant sur la grandeur la plus commune à l'humanité, la dimension de la Terre.

En juillet 1808, alors qu'Arago termine les dernières mesures aux Baléares, la guerre éclate entre l'Espagne et l'Empire. Pris pour un espion, il parvient à s'échapper en bateau, mais il est capturé par un corsaire espagnol et retenu en captivité à Alger ; il sera finalement libéré en juillet 1809 grâce au versement d'une rançon. Cette affaire sera l'une des causes de la prise d'Alger en 1830. Arago fait un retour triomphal en France. Poussé à se présenter à l'Académie des sciences, il devint à vingt-trois ans le plus jeune académicien de l'histoire. Dès lors, il participe activement à la vie scientifique parisienne et découvre les polarisations chromatique et rotatoire (1811). En 1815, débute sa collaboration avec l'ingénieur Fresnel, avec une expérience d'interférences en lumière polarisée. Arago fera aussi des travaux en photométrie, et il proposera la méthode de détermination de la vitesse de la lumière dans l'eau.

Arago entreprend dès 1818 l'étude des orages magnétiques, détermine les variations des propriétés magnétiques terrestres avec le temps et montre leur lien avec les aurores boréales. En 1820, il prend connaissance de l'expérience d'Oersted d'effet du courant électrique sur un aimant, expérience qu'il approfondit avec Ampère, et il découvre ainsi l'aimantation du fer par le courant ; Ampère et lui sont souvent considérés comme les pères de l'électro-aimant et

du télégraphe électrique. Il participe également à des expériences sur les gaz et l'atmosphère et développe la météorologie.

Arago fut aussi un brillant astronome. Inventeur d'un grand nombre d'instruments, il effectua quantité de mesures : diamètres des planètes, position des étoiles, éclat d'une multitude d'objets et détermination de la polarisation de plusieurs astres comme les comètes. Il démontra la nature gazeuse du Soleil par l'absence de polarisation au bord du disque solaire.

Président de l'Académie des sciences en 1824, Arago en est élu secrétaire perpétuel en 1830. Ses différentes fonctions en font le grand maître de la science française de l'époque. Il réforme le travail de l'Académie en introduisant des séances publiques, et il s'active pour que les inventeurs soient aidés et leurs découvertes protégées ; il montre également l'importance de la science pour l'amélioration du niveau de vie de tous. Directeur de l'Observatoire de Paris, il renouvelle son instrumentation, oriente les recherches, et, grâce à lui, les découvertes s'accumulent.

En juillet 1830, le savant s'engage en politique. Il est élu député des Pyrénées-Orientales et conseiller municipal de Paris. Il fait partie de l'opposition républicaine. Il défend les projets qui lui semblent porteurs de progrès pour l'ensemble de la société (télégraphe électrique, machines à vapeur). Il participe à l'organisation de la cité, milite pour le suffrage universel et soutient Victor Schoelcher pour l'abolition de l'esclavage.

Après la révolution de février 1848, il occupe dans le gouvernement provisoire le portefeuille de la Marine et de la Guerre. Ce cabinet prend immédiatement des mesures fondamentales : adoption du suffrage universel, suppression de la peine de mort, libération des prisonniers politiques et création des Ateliers nationaux. Arago signe le décret d'abolition de l'esclavage par la France. Rapidement, les Ateliers nationaux sont supprimés, car trop chers, ce qui provoque des émeutes d'ouvriers parisiens. Arago cherche à dialoguer avec les émeutiers, mais en vain. Désabusé, il se retire à l'Observatoire de Paris et abandonne la politique.

Arago meurt en 1853. Entre 1854 et 1863 paraissent les dix-sept volumes de ses œuvres, grâce à son assistant, Barral. Cet ouvrage est formé de biographies de savants, de ses mémoires et des synthèses des cours publics qui lui ont permis de populariser la connaissance du ciel. ●

1. Assemblée révolutionnaire qui succéda à l'Assemblée législative en 1792, fonda la 1^{re} République et gouverna la France jusqu'en 1795.

Le judaïsme

Les fondements : Le judaïsme, interprété dans un sens courant, est l'ensemble des institutions religieuses du peuple juif, l'une des plus vieilles religions du monde, qui fut la première à croire à la divinité d'un seul et unique dieu. Il puise sa source à travers deux grands exodes : celui d'Abraham, fondateur du peuple hébreu au XVIII^e siècle avant l'ère chrétienne, puis celui des Hébreux d'Égypte (vers le XIII^e siècle avant J.-C.) guidé par Moïse qui reçut de Yahvé, sur le mont Horeb, la mission de mener son peuple vers la Terre promise.

Les trois patriarches : Abraham, Isaac et Jacob sont considérés comme les pères du peuple d'Israël. Sur le mont Sinaï, Moïse reçut de Yahvé (« *Il est* », en hébreu) les Dix Commandements, ainsi qu'une série de prescriptions régissant aussi bien les rites religieux que la vie quotidienne et les rapports sociaux.

Les livres saints : deux traditions distinguent la religion juive. Une forme écrite, constituée par la Bible hébraïque, principale source de la foi juive, qui est l'Ancien Testament des chrétiens. La Torah (« la Loi ») rassemble les cinq premiers livres : la Genèse, l'Exode, le Lévitique, les Nombres et le Deutéronome. Les Dix Commandements qui ont servi de base à l'édification morale des lois juives et chrétiennes furent gravés sur deux tables conservées dans l'Arche de l'Alliance. Une autre forme, orale, considérée comme le complément des lois écrites, fut aussi édictée par Moïse, transmise de génération en génération. Fixée par les rabbins dans le Talmud, cette tradition orale est interprétée dans des codes ou commentaires, voire dans les ouvrages théologiques (Maïmonide), ou mystiques (la Cabbale).

Prières et pratiques : La vie juive s'oriente principalement par le respect des commandements dictés par la Torah et par l'application de rites et préceptes juridiques qu'on retrouve dans le Talmud, qui représente une sorte de « guide de la vie quotidienne ». Le texte fixe des réglementations pénales, familiales, d'éthique individuelle.

La journée est marquée par trois prières (soir, matin et après-midi) dont les textes proviennent de la Torah, des Psaumes et du Talmud. La prière publique a généralement lieu à la synagogue. Pour la nourriture, les viandes permises sont les parties avant des ruminants à sabots fendus et les volailles de basse-cour. Les poissons doivent avoir nageoires et écailles, et il est interdit

de mélanger produits laitiers et viandes. La tradition veut que les animaux soient abattus selon un rite et vidés de leur sang. Les garçons sont circoncis au huitième jour. Après une profession de foi, la majorité religieuse est acquise à treize ans pour les garçons (Bar-Mitsva) et à douze pour les filles (Bat-Mitsva). Le mariage religieux n'est pas considéré comme un sacrement mais comme un serment devant témoins de constituer un couple et de fonder un foyer. Le décès donne lieu à une dizaine de prescriptions rituelles, notamment une période de plein deuil de sept jours pour toute la famille.

Les grandes fêtes : Le Shabbat représente le septième jour de la semaine et correspond à un jour d'étude et de méditation. Il commence le vendredi soir à la tombée de la nuit et se termine le samedi soir à la nuit close.

Fêtes de pèlerinage : *Pessah* (Pâques) souvent en avril, rappelle la sortie d'Égypte et la libération de l'esclavage. *Châvouôt* (Pentecôte), sept semaines ou cinquante jours après Pâques, commémore les « Dix Paroles » au Sinaï. *Souccot* (Cabanes), durant l'automne, entretient le souvenir de la vie du peuple d'Israël dans le désert.

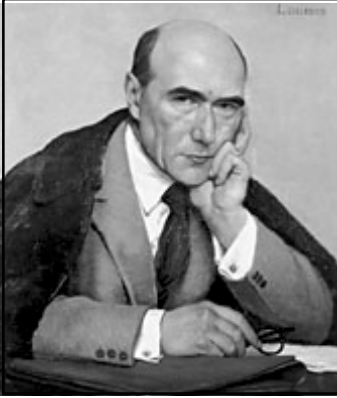
Fêtes austères : à *Rosh-ha-Shana* (Nouvel An), entre le six septembre et début octobre, anniversaire de la création et jour du jugement, l'homme fait le bilan des actions de l'année et cherche à réparer ses fautes et à demander pardon à ceux qu'il a blessés. À *Yom Kippour* (Jour du Grand Pardon), entre le quinze septembre et le quinze octobre, on observe un jeûne de vingt-cinq heures où le fidèle, réconcilié avec les autres, demande le pardon de Dieu et lui rend compte de ses péchés durant l'année écoulée.

Contrairement à d'autres religions, le judaïsme ne prêche pas le prosélytisme. Il s'oriente vers une collaboration religieuse dans le domaine social et moral et ne cherche en aucun cas à pratiquer un endoctrinement de l'individu.

Le judaïsme s'est divisé en différents courants. La diaspora* a conduit à une séparation du peuple juif en deux groupes principaux : les ashkénazes, implantés en Europe orientale et occidentale, les séfarades, provenant du Bassin méditerranéen. Le monde religieux contemporain juif se divise en deux branches qui expriment la quasi-totalité des sensibilités religieuses du peuple juif : les orthodoxes et les conservateurs, attachés au strict respect de l'ensemble des prescriptions de la tradition orale et écrite ; les libéraux, pour lesquels le respect des valeurs n'est pas incompatible avec certains accommodements au monde moderne. ●

NDLR : Ce terme, issu d'un mot grec signifiant « dispersion », désigne la communauté juive qui, après la destruction par l'empereur romain Titus du temple de Jérusalem (70 ans après J.-C.) et les persécutions qui s'ensuivirent, essaima à travers le monde.

André Gide



Par sa présence à la charnière de deux siècles, par son rôle dans la diffusion des idées, par son talent complexe et multiple, André Gide est une figure centrale de la récente littérature française. À la fois classique et insolent, puritain et immoraliste, attentif à lui-même et engagé dans son temps, il vit ses contradictions dans l'inquiétude, mais il les vit pleinement.

Son père était professeur de droit, sa mère appartenait à la bourgeoisie industrielle. C'est donc dans une famille aisée, mais rigide, qu'est né André Gide, à Paris, en 1869. La personnalité de ce fils unique restera marquée par la rigoureuse éducation protestante qu'il reçoit. Il mène des études irrégulières, et son tempérament renfermé le fait passer pour un attardé. Il se consacre plus volontiers à la botanique, à l'entomologie ou à la musique, dans une douce oisiveté peuplée de femmes (sa mère et ses tantes). Aucune nécessité extérieure ne contrarie son penchant pour la littérature, et il est vite introduit chez les symbolistes. Ses premiers écrits (*Les Cahiers d'André Walter*, 1891 ; *Les Poésies d'André Walter*, 1892) relèvent de cette esthétique, en même temps qu'ils dévoilent la complexité de sa nature.

Le vrai Gide ne se manifeste qu'en 1893 : atteint de tuberculose, il part se reposer en Afrique du Nord. C'est une révélation : convalescent, il rejette toute morale puritaine et s'abandonne au plaisir des sens, exalte la liberté, ce qui ne va pas sans troubler sa foi religieuse. De retour à Paris, guéri et libéré du poids des convenances, il prend ses distances avec le milieu parisien dans *Paludes* (1895). Mais c'est surtout dans *Les Nourritures terrestres* (1897) qu'il ouvre une voie nouvelle en célébrant le désir, la ferveur, la sensualité.

Désormais, Gide ne cessera d'être tiraillé entre le puritanisme (*La Porte étroite*, 1909) et l'immoralisme (*L'Immoraliste*, 1902). Avant de trouver son équilibre, il lui faudra vivre cette double inclination comme une longue crise, y compris dans son intimité : s'il s'en tient, dans son mariage, à une pure austérité, il cherche ailleurs le reste.

L'estime que lui portent les milieux littéraires lui permet de fonder en 1908 *La Nouvelle Revue française*, avec J. Copeau et J. Schlumberger. La revue, soutenue par le banquier Gallimard, donnera naissance à la maison d'édition du même nom. Jusqu'au milieu du siècle, tout ce qui se fera de neuf et d'authentique en littérature passera par la NRF. En 1914, il publie *Les Caves du Vatican*, où le personnage de Lafcadio se livre à l'« acte gratuit », symbole d'une liberté sans frein, qui s'accommode de l'égoïsme. Ce récit audacieux assure la notoriété et une réputation sulfureuse à Gide. Mais la guerre l'entraîne vers une nouvelle crise spirituelle. Claudel tente de le ramener à la foi chrétienne, mais, au contraire, il rompt avec la pensée religieuse. Désormais, plus rien ne le retient.

Avec *Corydon* (1924) – justification de l'amour homosexuel soutenue par des arguments scientifiques – et *Si le grain ne meurt* (1926), il se livre à des confessions qui créent le scandale. Dans le même temps, toute une jeunesse excédée par le patriotisme se reconnaît dans les héros gidiens. Le succès se confirme avec *Les Faux-Monnayeurs* (1925), le seul de ses livres que Gide ait appelé « roman », celui qui remet le plus profondément en cause les lois de la morale, mais aussi celles de la narration traditionnelle.

D'un voyage en Afrique noire, il rapporte en 1926 deux documents accablants pour le colonialisme, *Voyage au Congo* et *Retour du Tchad*. Il participe au congrès mondial pour la paix et se rapproche du communisme. Parti pour l'Union soviétique avec enthousiasme, il en revient désenchanté et renonce à l'engagement politique ; désormais, il évitera toute prise de position sur les questions sociales ou politiques. La seconde guerre mondiale, pendant laquelle il trouve une nouvelle fois refuge en Afrique du Nord, ne troublera pas même ce silence.

Déçu par le monde extérieur, Gide se retourne vers lui-même, se consacre à des confessions ou à des écrits autobiographiques, parmi lesquels le *Journal 1889-1939*, qui fait de lui le premier écrivain vivant à être publié dans la « Bibliothèque de la Pléiade » (créée en 1932).

Près de cinquante ans ont passé depuis *Les Nourritures terrestres*. La génération qui s'émouvait de découvrir le pouvoir des sens a fait place à une autre, inquiète du devenir du monde, qui préfère la littérature engagée et qui ne voit plus en Gide qu'un vieil écrivain officiel. Celui-ci n'a plus qu'à se laisser porter par sa renommée. Les honneurs pleuvent, parmi lesquels le prix Nobel de littérature (1947). Lorsque Gide meurt, le 19 février 1951, c'est un classique qui disparaît. ●

Le machiavélisme

« **C**omme le prince est donc contraint de savoir bien user de la bête, il doit entre toutes choisir le renard et le lion ; le lion en effet ne se défend pas des pièges, le renard ne se défend pas des loups. Il faut donc être renard pour connaître les pièges et lion pour effrayer les loups. »

Nicolas Machiavel, *Le Prince*

La pensée de Machiavel est entourée d'un parfum de scandale. Attesté dès 1578, l'adjectif « machiavélique » traduit cet état de fait. Selon la définition du *Robert*, l'adjectif renvoie à celui « qui, par sa ruse et sa perfidie, est digne des doctrines de Machiavel. Voir perfide, machination, astucieux, rusé ».

On a fait du machiavélisme un synonyme de cynisme et d'absence de scrupules. Peut-on résumer ainsi la pensée de cet homme seul, exclu de la conduite des affaires politiques auxquelles il a voué sa vie, qui, dans un contexte historique particulièrement chaotique⁽¹⁾, tente de définir la meilleure conduite à tenir, tant pour les princes que pour les citoyens ?

Certes, Machiavel plaçait la nécessité politique au-dessus de la perfection morale, mais à la seule condition que le résultat recherché soit vertueux. Une bonne politique se mesure à son efficacité, et non à la pureté de ses intentions. En effet, il considérait que, le monde étant imparfait, les hommes bons devaient savoir se montrer mauvais pour atteindre la vertu conçue comme but ultime. La violence peut être un élément essentiel de la vertu, tout comme la tromperie lorsqu'elle est nécessaire à l'épanouissement du corps social. En cela, Machiavel s'inscrit dans la lignée de Sun Tzu et de Kautilya⁽²⁾.

La vertu présuppose l'ambition, mais pas seulement à titre personnel, l'art de la politique consistant selon lui à faire cohabiter l'intérêt propre et les besoins primitifs. Dans l'œuvre de Machiavel, la recherche du bien commun est un thème central.

On peut aussi lire l'œuvre de Machiavel comme un traité de sciences politiques qui permet de décrypter les mécanismes du pouvoir et les moyens qu'emploient les princes pour soumettre le peuple.

Enfin, Machiavel, en plaçant la nécessité politique au-dessus des valeurs « morales mais non chrétiennes »⁽³⁾, soulève aussi la question de la cohabitation

de plusieurs systèmes éthiques justes⁽⁴⁾. L'histoire regorge d'exemples d'alliances temporaires contre nature qui n'avaient pour but que de ramener la paix ou de maintenir un semblant d'État.

Depuis quelques décennies, le débat porte sur l'actualité de la pensée de Machiavel et sur ce qu'il peut nous apporter pour mieux appréhender notre époque.

Par exemple, pour tenter d'analyser la politique de l'administration Bush en Irak, le quotidien *Le Monde* cherche du côté de Machiavel⁽⁵⁾. Le président américain aurait-il menti à propos des armes de destruction massive en possession de Saddam Hussein pour atteindre des objectifs vertueux ? Certes, l'Irak ne vit plus sous la coupe d'un dictateur menaçant directement la sécurité mondiale, mais ce pays est devenu une terre de *djihad* qui attire les apprentis martyrs de la planète entière. En outre, les alliés de Washington qui ont suivi le président américain en Irak ou qui envisagent de le faire ont été durement frappés (Turquie, Italie, Espagne) ou menacés (Japon, Australie).

Néanmoins, on peut se référer au *Prince* de Machiavel pour envisager le futur politique de l'Irak alors que les Américains préparent le transfert du pouvoir aux Irakiens après avoir capturé Saddam Hussein et abattu ses deux fils, Oudaï et Qoussai. « *Lorsqu'un État nouvellement conquis était, avant cela, gouverné par un Prince, il n'y a qu'à en éteindre la race : parce que les peuples, étant, d'un côté, accoutumés à être soumis, et, de l'autre, n'ayant plus leur ancien maître, ne seront jamais d'accord entre eux pour s'en donner un nouveau de leur choix.* » ●

Sergent Periolat

Notes :

1. Machiavel aura connu un état de guerre permanent. Après la reconquête de Pise en 1509, Florence fut menacée par la France et l'Espagne. En 1512, les forces espagnoles loyales au pape Jules II envahirent l'Italie et pillèrent Florence, que les milices citoyennes de Machiavel n'avaient pas réussi à défendre. La République dut abdiquer au bénéfice des Médicis, qui instaurèrent une oligarchie.
2. Voir respectivement les *Carnets du Temps* n° 1 et n° 6.
3. Mot du philosophe Isaiah Berlin (1909-1997).
4. Cet aspect est traité par le journaliste américain Robert D. Kaplan dans son ouvrage intitulé *La Stratégie du guerrier. De l'éthique païenne dans l'art de gouverner*, Bayard, 2003.
5. « Bush, nouveau disciple de Machiavel ? », *Le Monde*, 7 février 2002.

Bibliographie

Le Prince, écrit en 1513, publié en 1532. Disponible aux éditions Libro.
Discours sur la première décade de Tite-Live, écrit en 1513.
L'Art de la guerre, écrit en 1520. Disponible aux éditions Flammarion.



La lutte contre le terrorisme islamique

(2^e partie)⁽¹⁾



Si aujourd'hui le système d'impulsion et de coordination institué par le Saoudien semble être fortement désorganisé et ses fonds bloqués, en revanche, les entités terroristes du second cercle, c'est-à-dire celles qui, du Maroc aux Philippines, sont implantées localement, au cœur de la population où elles peuvent opérer en sécurité, ont été peu touchées. Ce sont elles qui relancent actuellement les attentats. Car leur capacité d'action est réelle. Ces groupes

ont pu recruter de manière massive, notamment à l'occasion de la récente guerre contre l'Irak qui pousse à son paroxysme l'exaspération du monde arabe contre le *diktat* américain, bien que les liens entre Saddam Hussein et le terrorisme wahhabite soient inexistants. Certes, le niveau des nouvelles recrues n'est pas comparable à celui des *mukhs* – les cerveaux – d'*Al-Qaeda*, qui sont probablement les seuls à pouvoir organiser des attentats similaires à ceux du 11 septembre. Mais un niveau de formation tout à fait élémentaire suffit pour commettre des attentats sanglants comme ceux d'Arabie Saoudite, du Maroc et d'Indonésie.

Nous sommes donc confrontés à une nouvelle situation : un terrorisme planétaire, de plus en plus faiblement coordonné par une structure de liaison en voie de disparition ; et des groupes armés de plus en plus motivés et déterminés à frapper, qui n'ont pas besoin de soutien pour agir et qui se reconstituent sans mal dans un tissu social musulman où les frustrations sont grandes.

Face à cette mutation du terrorisme islamique, la lutte se complique. Le terrorisme enraciné localement est plus difficile à éradiquer. Les groupes armés implantés dans le Tiers-Monde n'ont pas besoin de sommes d'argent importantes pour organiser leurs attentats. Ils se déplacent peu, puisent leur légitimité dans les frustrations locales comme dans l'exaspération provoquée

par la politique américaine au Moyen-Orient, et bénéficient d'un soutien populaire important. Face à cette situation, les services occidentaux ne peuvent agir aussi efficacement que contre le mouvement transnational de Ben Laden. Une grande partie de l'issue de la lutte repose désormais sur l'efficacité des polices et services de sécurité locaux, dans des pays où les terroristes sont comme des « poissons dans l'eau » au sein de leur environnement. En conséquence, les perspectives sont plutôt sombres :

- ce phénomène touche l'ensemble du monde musulman et s'y enracine profondément. Or l'islamisme est le terreau du terrorisme ;
- les attentats influent négativement sur les activités économiques locales, mais aussi occidentales : tourisme, transports, voyages d'affaires, implantations et investissements à l'étranger ;
- ils provoquent l'affaiblissement des régimes en place, qui sont directement menacés par la montée en puissance de l'islamisme ;
- enfin, l'exportation de ce terrorisme est toujours possible. Nous ne sommes donc nullement à l'abri d'une nouvelle campagne d'attentats en Occident.

À supposer que la *holding* terroriste *Al-Qaeda* soit en voie de dissolution, ses filiales demeurent. Leur détermination, l'autonomie et l'enracinement local dont elles disposent les rendent plus imprévisibles et dangereuses. C'est sans doute la victoire posthume de Ben Laden, le succès d'un essaimage réussi, la consécration de sa « pépinière » de « *start-up* » terroristes. Même si son mouvement a été durement touché, il suffit d'une poignée d'hommes déterminés – et il n'en manque pas – pour provoquer une nouvelle déflagration.

Nous sommes confrontés à un phénomène qui ne disparaîtra pas en quelques mois, quels que soient les moyens déployés. Il suffit de considérer les situations en Irlande du Nord (où l'IRA et les Britanniques s'affrontent depuis 1920) et en Palestine (où Arabes et Juifs s'opposent depuis les années 1930) pour saisir la complexité de la lutte antiterroriste. En effet, dans ces deux conflits, les effectifs terroristes n'excèdent pas quelques centaines d'hommes, dotés d'armement conventionnel, sur un théâtre plus ou moins limité. *Al-Qaeda* nous lance un tout autre défi, à l'échelle du globe et avec la possibilité d'emploi d'armes de destruction massive. ●

Éric Denécé, directeur du Centre français de recherche sur le renseignement

1. 1^{re} partie : voir *Carnets du Temps* n° 7.



Clovis

(vers 463 à 511) Roi des Francs de 481 au 27 novembre 511



Clovis serait le descendant de Mérovée, roi légendaire d'une tribu de Francs Saliens, qui a donné son nom à la dynastie mérovingienne. Les Francs apparaissent au cours du III^e siècle comme un regroupement de petits peuples germaniques païens. Dans leur langue, le francique, leur nom signifierait « libres » ou « hardis ». Les Francs sont justement connus pour leur hardiesse, leur brutalité, ainsi que pour leur adresse et leur efficacité au combat.

Clovis a quinze ans quand meurt son père, Childéric I^{er}. Selon la coutume franque, il est aussitôt élevé sur le pavois par ses soldats. Son royaume s'étend de la mer du Nord au diocèse de Cambrai au sud et de l'Escaut à l'est aux diocèses de Théroouanne et de Boulogne à l'ouest. Clovis ne tardera d'ailleurs pas à étendre son domaine. En vingt ans, par la diplomatie ou par la force, il va devenir maître de la Gaule. Mais, à son avènement en 481, sa situation est claire aux yeux des Gallo-Romains, que commande Syagrius : Clovis est reconnu roi, autrement dit chef militaire d'un peuple allié de l'Empire. Cependant, Syagrius lui-même, dernier représentant de l'autorité romaine en Gaule du Nord, est dans une position délicate. Son père ayant rompu avec Rome, il ne peut plus compter militairement que sur ses propres forces ; il est privé d'ordres, d'hommes et de subsides venant de la capitale. Clovis va profiter de cet état de faiblesse.

En 486, près de Soissons, le Franc attaque et écrase Syagrius, qui se réfugie chez les Wisigoths (en Aquitaine). Clovis a alors le champ libre pour occuper la Gaule du Nord jusqu'à la Loire et obliger ce qui reste de l'armée romaine à passer sous ses ordres. L'épisode du « vase de Soissons » témoigne de la volonté politique de Clovis : en refusant de partager équitablement le butin à la mode germanique, il impose à ses guerriers son pouvoir supérieur ; en réservant un vase liturgique pour le restituer à l'évêque de Reims, il s'assure l'alliance essentielle avec le clergé de Gaule. Cette même intelligence politique fait choisir à Clovis de ne pas poursuivre aussitôt sa conquête vers le sud, mais d'affermir

ses positions à l'est. De nombreuses luttes ont ainsi lieu pour soumettre les autres tribus franques et les Thuringiens et pour contenir la poussée des Alamans. Ces derniers sont vaincus et dispersés en 496 à la bataille de Tolbiac (Zulpich) et la partie rhénane de leur royaume passe sous protectorat franc. Après cette victoire, le baptême de Clovis, avec trois mille de ses guerriers, par saint Remi, évêque de Reims, à la Noël 496 (ou 498) va décider non seulement de l'avenir de Clovis, mais aussi de l'histoire nationale française.

Influencée par la reine Clotilde (princesse burgonde et catholique, épousée en 496), cette conversion fait gagner à Clovis, le barbare païen, la sympathie de ses sujets gallo-romains et lui garantit le soutien des évêques, alors seule force véritablement agissante. Désormais, Clovis peut exploiter le mouvement d'opinion en sa faveur, et sa campagne décisive contre les Wisigoths va apparaître comme une croisade pour la chrétienté. Plus que la neutralité du royaume des Burgondes, il obtient la participation de quelques contingents de soldats ainsi que celle de troupes rhénanes. Fort d'une puissante armée, il attaque le royaume wisigoth.

À Vouillé, près de Poitiers, il met en déroute l'armée du roi Alaric II, qui meurt dans la bataille (507). Son peuple reflue vers l'Espagne, laissant les villes de Bordeaux et de Toulouse aux mains de Clovis, qui s'empare bientôt de toutes les régions situées entre la Loire et les Pyrénées (à l'exception du Bas-Languedoc, sous protectorat ostrogoth). Revenu à Tours, Clovis y fait une entrée triomphale, digne d'un général romain, et reçoit les insignes royaux par l'empereur d'Orient, Anastase. Son pouvoir est désormais légitimé. Puis il remonte sur Paris, qu'il choisit comme capitale à la place de Soissons. Il y engage la construction d'une basilique dédiée à sainte Geneviève et destinée à recevoir son tombeau et celui de la reine Clotilde. Le dernier acte politique de Clovis sera de réunir à Orléans un grand concile des évêques de Gaule (juillet 511), où il se verra reconnaître le contrôle des ordinations des évêques.

À sa mort, le 27 novembre 511, Clovis est le maître de presque toute la Gaule. Son autorité de roi des Francs a été assurée car il a su ménager les susceptibilités : il n'a pas réduit les vaincus en servitude, il ne les a pas spoliés de leurs biens et il a fait collaborer l'aristocratie militaire franque avec l'élite gallo-romaine, civile ou ecclésiastique.

Le royaume, qui sera longtemps considéré comme un bien patrimonial, sera partagé entre ses quatre fils : Thierry, Clodomir, Childebart I^{er} et Clotaire I^{er}. ●

Carl von Clausewitz



Le général prussien Carl von Clausewitz est certainement le stratège le plus connu et le plus cité parmi les essais de polémologie*. Théoricien du concept de « guerre », il a apporté une contribution décisive à l'intelligence des conflits. *Vom Kriege* (« De la guerre ») constitue son œuvre majeure. Elle restera inachevée puisque seuls trois volumes, sur les dix prévus initialement, seront terminés.

Clausewitz fut lu par des hommes comme Engels, Foch, Lénine, Mao Tsé-toung, entre autres. Étudiées par de nombreux auteurs, ses thèses sont reprises mais souvent détournées du sens premier que l'enseignant à l'école militaire de Berlin leur conféra.

Ainsi, Lénine et Mao vont se livrer à une interprétation biaisée de la pensée de Clausewitz et l'accaparer dans le sens de leurs vues. C'est l'historien français Raymond Aron qui sortira les thèses de Clausewitz de l'interprétation marxiste et les rapprochera de leur sens premier.

Fils d'une famille bourgeoise, anobli en 1827 au titre du service des armes, Clausewitz naquit en 1780 et mourut du choléra, en novembre 1831, à l'âge de cinquante et un ans. À vingt ans, il entre à l'École de guerre de Berlin, où il fait la connaissance du général Scharnhorst, qui fut son père spirituel. Une dizaine d'années plus tard, il combat les armées napoléoniennes et fait reconnaître son génie propre lors de la bataille de Waterloo. Sa très grande richesse de savoir et d'expérience va lui permettre de chercher la réponse à des questions telles que : « Qu'est-ce que la guerre ? » ; « Comment analyser la guerre ? ».

Dès 1819, dans *Vom Kriege*, il précise ses analyses de terrain et va ainsi marquer durablement la pensée militaire et politique. Commandant à l'âge de trente ans, colonel à trente-quatre ans, il est promu général à trente-huit ans (1818) et nommé directeur de l'École de guerre. De son passé militaire, il reste fasciné par les levées en masse des guerres révolutionnaires et comprend dès lors la part d'influence des propagandes. C'est sa veuve qui fera paraître ses écrits, en 1832-1834. Grâce à cet ouvrage, son rayonnement fut beaucoup plus grand après sa mort qu'il ne l'avait été de son vivant.

« Clausewitz appartient à la lignée des Thucydide et des Machiavel, qui, grâce à leur échec dans l'action, trouvent le loisir et la résolution d'élever au niveau de la conscience claire la théorie d'un art qu'ils ont parfaitement pratiqué ». (Aron, *Penser la guerre : Clausewitz*).

Parmi ses différents développements de la guerre, Clausewitz fait, entre autres, intervenir la notion de duel. Un duel qui se produit à grande échelle. Le but est alors d'abattre son adversaire, c'est-à-dire de l'empêcher de combattre à nouveau. L'arrêt de toute résistance laisse donc la possibilité d'imposer à l'adversaire sa propre volonté. Ce dessein passe par l'usage extrême de la force.

Mais Clausewitz est surtout connu pour son analyse visant à placer la guerre au cœur des rapports entre gouvernements et nations. En effet, s'il remarque que « la guerre est une simple continuation de la politique par d'autres moyens », il précise par la suite que « l'intention politique est la fin et la guerre le moyen, et l'on ne peut concevoir le moyen indépendamment de la fin ». La guerre n'est donc nullement « quelque chose d'indépendant ». Ce qui reste exclusif à la guerre, ce sont les moyens employés. Toutefois, rien n'indique que la finalité de la guerre ne change pas suivant le conflit et que l'on en vienne à modifier les objectifs initiaux. Le but de départ n'est pas forcément celui de l'arrivée. Il est primordial de faire face à l'imprévu, ce qui implique cette souplesse.

Cette interprétation de Clausewitz sur le rapport entre la guerre et la politique est la source de nombreuses ré-interprétations. Lénine et Mao Tsé-toung lisent Clausewitz à contresens. Inversant la logique de Clausewitz, on remarque chez ces deux auteurs une dérive vers le totalitarisme. Pour eux, la guerre doit être ce mal nécessaire qui consiste à tuer les opposants au régime dans le but de faire cesser les horreurs du monde présent et d'en créer un meilleur.

Près de deux cents ans plus tard, certaines phrases illustrant la pensée de Clausewitz font toujours référence. Parmi les plus connues, on peut citer : « La guerre est un acte de violence destiné à contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté », « La victoire de la guerre revient à celui qui tient le dernier quart d'heure », « Dans la guerre, tout est simple, mais le plus simple est difficile ».

Si besoin était de montrer combien Clausewitz fut un stratège mais aussi un penseur éclairé, il suffit de lire cette autre citation issue de *Vom Kriege* : « En aucun cas, la guerre n'est un but par elle-même. On ne se bat jamais, paradoxalement, que pour engendrer la paix, une certaine forme de paix. »

* La polémologie est « l'étude de la guerre considérée comme phénomène social et psychologique » (Larousse). ●

La langue française d'aujourd'hui est le fruit d'un amalgame heureux entre la langue qui se diffusa à partir de l'Île-de-France et toutes celles qui s'étaient développées dans les autres provinces. Cette diversité d'origine, plus tard uniformisée de façon plus ou moins autoritaire, explique pourquoi chaque mot de la langue française a une histoire, pourquoi notre langue apparaît à la fois si belle et si complexe aux étrangers. Car même si notre langue, comme toute langue vivante, continue d'évoluer, elle conserve toutefois des règles fixes, des invariants qu'il est bon de rappeler.

— **Le citoyen Durand** : Je *demande à ce que* l'on donne à tous les membres de la Commune la faculté de visiter toutes les maisons de détention.

(Extrait du *Journal officiel de la République française* du 23 avril 1871)

L'emploi des prépositions n'est pas chose évidente dans la langue de Molière. Les hésitations sont grandes pour savoir laquelle doit être employée après un verbe... (cf. « partir pour... », *Les Carnets du Temps* n° 3).

— Cela dit, il existe des verbes auxquels nous, Français, souhaitons attribuer une préposition tandis que la règle ne le demande pas. Pourquoi utiliser la formule lourde, pesante et grammaticalement incorrecte « demander à ce que... », tandis qu'on devrait user de la formule simple, légère et grammaticalement correcte « demander que... », qu'on se le demande !

Alors, dorénavant, oubliez « demander à ce que... » et suivez l'exemple de Jules Vallès (auteur de la trilogie autobiographique, *L'Enfant*, *Le Bachelier*, *L'Insurgé*) qui, dans ce même *Journal officiel*, affirma haut et fort :

— **Le citoyen Vallès** : Je *demande qu'*on constate qu'un membre de la Commune pourra entrer dans une prison à toute heure. ●

Lieutenant Pitard-Bouet